



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Relater des faits sans crainte ni faveur



SYNTHÈSE

FAIT PARTIE DE LA SÉRIE SUR LES TENDANCES MONDIALES EN MATIÈRE DE
LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS.

LES MÉDIAS INDÉPENDANTS JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL DANS LES SOCIÉTÉS.

Ils contribuent de manière importante à la réalisation d'un développement durable – notamment à la réalisation de l'Objectif de développement durable 3, qui appelle à une vie saine et à la promotion du bien-être pour tous.

Dans le contexte du COVID-19, ceci est plus important que jamais.

Les journalistes ont besoin de bénéficier d'une indépendance éditoriale afin de pouvoir exercer leur métier de manière professionnelle, éthique et de servir l'intérêt du public. Cependant, aujourd'hui le journalisme est de plus en plus menacé en raison de l'influence des secteurs public et privé qui menacent cette indépendance éditoriale.

Dans le monde entier, les journalistes s'efforcent de repousser les pressions et attaques provenant à la fois d'acteurs externes et de systèmes de prise de décisions, ou d'individus par leur propre réseau d'expression.

Dans un nombre croissant de pays du monde entier, la plus grande menace à l'indépendance éditoriale est, de loin, la « **capture** » des médias, une forme de contrôle qui est mise en place par le biais de mesures systématiques par les gouvernements et de puissants groupes d'intérêts. Cette capture se fait par la prise de contrôle, ou l'abus,

- des mécanismes de régulations régissant les médias,
- des médias publics ou financés par l'Etat,
- des fonds publics utilisés pour financer le journalisme, et
- de la propriété de médias privés.

Un contrôle des médias aussi écrasant entraîne une baisse significative de l'autonomie journalistique et contamine l'intégrité des informations qui sont apportées au public. Une résistance a pu naître mais davantage doit être fait pour soutenir l'indépendance éditoriale et le journalisme professionnel.

CAPTURE DES MÉDIAS

Contrôle des médias
de service public

Capture
régulatrice

Utilisation du
financement public
comme outil de
contrôle

Appropriation



INDÉPENDANCE ÉDITORIALE

MENACES MAJEURES

CAPTURE DES MÉDIAS

En plus de la capture des médias, l'indépendance journalistique est également menacée par un ensemble d'autres facteurs, notamment :

- L'influence induite des agences de relations publiques (RP) et le pouvoir des gros annonceurs,
- Le churnalisme, contenu généré par le biais de matériel publicitaire préconçu et combiné à de multiples sources d'informations,
- Les enjeux des modèles commerciaux qui ont poussé de nombreux médias à adopter le « native advertising » (publicité native). Cette publicité rémunérée est présentée comme du véritable contenu journalistique.

Bien qu'Internet ait apporté des opportunités de sensibilisation jamais vues auparavant dans le milieu du journalisme, son développement a également eu des conséquences négatives pour le journalisme indépendant.



ECHecs DU JOURNALISME

L'attention portée aux données et le modèle publicitaire de distribution de contenus des grandes sociétés d'Internet ont non seulement endommagé une industrie des médias en difficulté financière mais ont également poussé certains médias à adopter une logique sensationnaliste de distribution de contenus –du contenu viral produit pour attirer l'attention.

Le déséquilibre des genres demeure un problème dans les médias, faussant le sens de l'indépendance éditoriale et menant à une couverture médiatique déséquilibrée et moins diverse.

En plus de toutes ces pressions, l'indépendance éditoriale est quelquefois aussi affectée par l'incapacité des journalistes eux-mêmes à suivre des règles et des normes professionnelles. Le conflit d'intérêt, impliquant à la fois des gains financiers et une collusion avec le monde politique, et résultant parfois d'un manque de rémunération et de sécurité de l'emploi adéquates, porte atteinte à l'intégrité éditoriale et à la réputation des journalistes.

LES LIENS QUI ENTRAVENT

- Communication et RP
- Pressions des annonceurs
- Conséquences des modèles entrepreneuriaux des tech compagnies, ex. publicité native
- Inégalité des genres
- Churnalisme

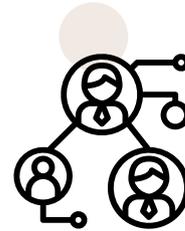
LES RÉACTIONS

Alors que les pressions sur l'indépendance éditoriale se sont multipliées au cours des dernières années, il y a également de plus en plus de réactions de la part de la société civile, des journalistes, des organisations internationales, des sociétés internet et de l'industrie des médias, afin d'en atténuer l'impact.

Ces tendances sont les suivantes :



Les médias réussissent à expérimenter de nouveaux modèles de financement. L'abonnement, notamment, s'est révélé l'un des plus résistants dispositifs à la « capture ».



Le journalisme mené par des réseaux d'investigation décentralisés et transfrontaliers reste un exemple puissant de journalisme qui échappe à beaucoup de contraintes des environnements médiatiques « capturés ».



Des exemples de solidarité parmi les journalistes, quoique rares, sont particulièrement importants dans les environnements médiatiques actuels, de plus en plus polarisés, et dans lesquels un journalisme indépendant en difficulté financière est souvent opposé à un secteur des médias solidement financé, soutenu par le gouvernement et mené par la propagande.



La réponse de la société civile, qui se manifeste principalement par le plaidoyer et les manifestations publiques, a parfois contraint les élites économiques et/ou politiques à relâcher leur emprise.

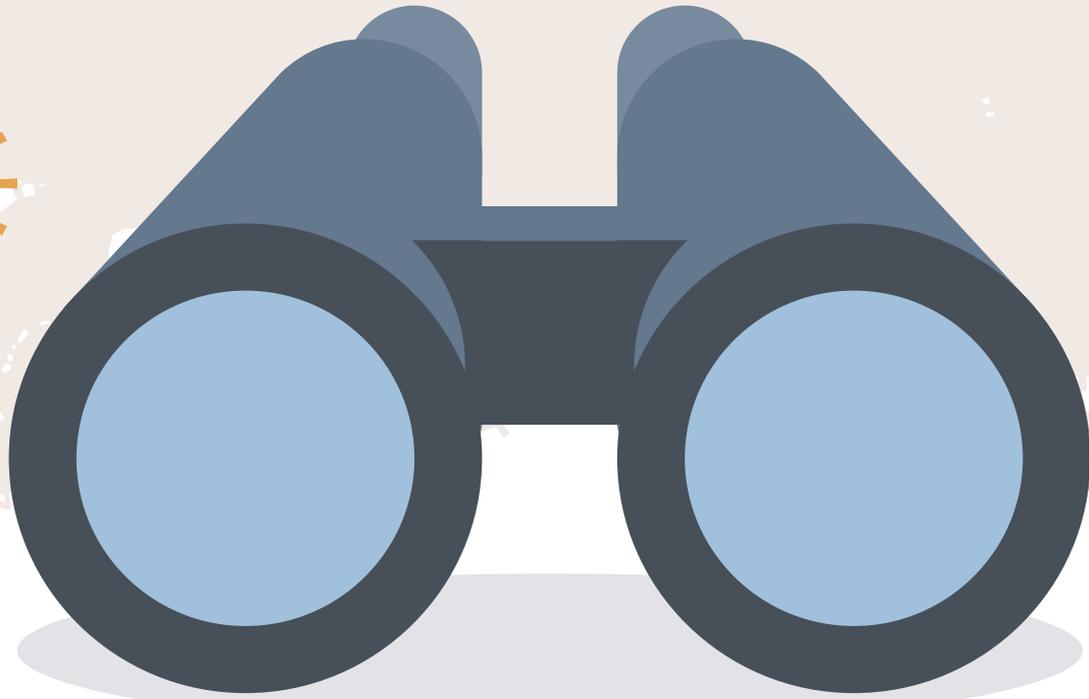


Le plaidoyer de diverses organisations internationales, notamment des organismes intergouvernementaux, et/ou des ONG mondiales, a aidé à renforcer la transparence de la propriété de l'information dans divers pays.



Il faut se mobiliser davantage, d'autant plus que la crise mondiale causée par l'épidémie de COVID-19 inflige encore plus de dégâts au journalisme indépendant. Les nouveaux défis sont les suivants :

- Les contraintes économiques sur les médias se sont multipliées alors que l'économie s'est effondrée,
- Les ressources publiques pour le journalisme indépendant sont en baisse alors que les priorités changent rapidement,
- Des restrictions juridiques et réglementaires sur la liberté d'expression sont rapidement imposées dans de nombreux pays, créant ainsi un environnement réglementaire qui limite encore plus la couverture médiatique indépendante de la crise et les réponses pour y faire face.



CONCENTRER SA VIGILANCE SUR :

LES RISQUES À VENIR PESANT SUR L'INDÉPENDANCE ÉDITORIALE



Un contrôle des médias renforcé (particulièrement après le Covid-19)

- Procédure d'enregistrement avec les régulateurs et les autorités pour les médias d'information.
- Régulation du contenu utilisée pour censurer la critique journalistique.
- Abus par les autorités de la régulation des données dans le but d'empêcher les journalistes de publier des données censées affecter les données personnelles ou la vie privée.



Médias détenus ou contrôlés par l'Etat

- Influence accrue des gouvernements dans les médias détenus ou contrôlés par l'Etat.
- Investissement accru dans les médias de propagande au niveau international.



Bascule dans le financement du journalisme

- Crise financière majeure pour les médias indépendants.
- Investissement financier accru des gouvernements dans les médias posant la question de l'indépendance journalistique.

Afin de minimiser les conséquences négatives, il s'agit de garantir que :



Des informations indépendantes et vérifiées puissent être proposées par les médias.



Les médias et journalistes adhèrent totalement aux politiques éditoriales et respectent les normes professionnelles.



De nouvelles politiques et réglementations ne limitent pas davantage le domaine d'action d'un journalisme indépendant.



Davantage de fonds soient mobilisés en faveur d'un journalisme indépendant, incluant des garde-fous sur la capture.



Les dirigeants ou d'autres représentants s'expriment en faveur des journalistes travaillant librement.



Les sociétés mondiales de l'internet se mobilisent pour promouvoir un contenu journalistique de qualité.

LA VOIE À SUIVRE →

Dans le monde entier, le journalisme indépendant essaie de survivre dans des environnements de plus en plus « capturés » et polarisés. Pourtant, le rôle des médias est plus important que jamais dans la vérification des faits et la lutte contre la désinformation, dans la mise à disposition d'informations vitales, ainsi que dans la responsabilisation des autorités publiques et des entreprises.

La société doit agir maintenant afin de garantir aux journalistes l'exercice de leur profession sans peur ni faveur et afin de protéger le rôle continu des médias indépendants. Ceci est essentiel pour la démocratie et le développement durable, durant la crise actuelle, mais également pour les années à venir.

Soutenues par des recherches et inspirées par des bonnes pratiques, les recommandations ci-dessous visent à renforcer l'indépendance éditoriale et à réduire les effets négatifs de la « capture » des médias sur l'indépendance et la liberté des journalistes.



Les autorités étatiques

Médias détenus ou contrôlés par l'Etat

- Comme l'a démontré la pandémie de COVID-19, en période de crise extrême, les médias construits comme des canaux de propagande manquent de crédibilité publique. Ils répandent d'une part la [désinformation](#) et peinent à donner des informations au bon moment et correctement – ceci peut renforcer l'impact négatif de telles crises.
- Afin de favoriser un journalisme indépendant et la libre circulation des informations, les gouvernements – lorsque c'est possible – devraient passer d'un modèle de médias étatiques basés sur la propagande à un modèle de médias de service public proposant une diversité de contenus et une pratique du journalisme visant l'intérêt du public.

Indépendance du pouvoir judiciaire

- Afin de garantir la protection des journalistes contre le harcèlement juridique, l'indépendance du pouvoir judiciaire doit être scrupuleusement respectée.

Indépendance des régulateurs

- Afin de garantir une équité réglementaire pour tous les acteurs médiatiques, l'indépendance des médias et des autorités de communications devrait être garantie par des mécanismes juridiques et pratiques pour assurer leur autonomie politique, organisationnelle et financière.

Financements public

- Afin d'empêcher la distorsion du marché et les pressions économiques utilisées pour contrôler les médias, des lois et réglementations garantissant une allocation équitable et transparente aux médias de la part du gouvernement devraient être mises en place. Ceci s'applique aux subventions, à la publicité d'Etat ou à toute autre forme de financement public, et requiert des mécanismes de surveillance indépendants afin de garantir la mise en application de ces règles..

Propriété des médias

- Afin de faire obstacle à l'apparition de groupes d'intérêts dominants dans les médias, des réglementations sur la propriété des médias devraient être mises en place, y compris des règles visant à réduire la concentration de la propriété et garantir sa transparence. Des clauses interdisant la propriété de médias à des sociétés détenant des contrats lucratifs dans d'autres industries, obtenus par le biais du marché public, devraient également être ajoutées.

Régulation du contenu en ligne

- Afin d'empêcher le contrôle politique sur internet, la régulation gouvernementale du contenu en ligne devrait être évitée. A la place, la réglementation devrait être focalisée sur la manière de garantir la transparence des algorithmes et des politiques utilisées pour distribuer, détecter et retirer du contenu en ligne.
- La réglementation pourrait également exiger la responsabilisation multipartite de ces entreprises pour leur politiques et pratiques.
- Des incitations à travailler ensemble pour lutter contre la désinformation en ligne, à l'attention des sociétés internet et des médias, devraient également être envisagées.



Organisations internationales

Promotion des normes

- Des organisations intergouvernementales internationales, dont l'UNESCO et d'autres agences des Nations Unies, ainsi que des organismes régionaux tels que l'Union africaine, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et l'OSCE, devraient promouvoir des normes journalistiques professionnelles, des normes juridiques et de réglementation, ainsi que des bonnes pratiques qui garantiraient l'indépendance éditoriale.

- Les donateurs devraient urgemment donner la priorité aux médias et à la liberté des médias dans leurs politiques de financements, afin de soutenir des projets journalistiques indépendants.

Mesures juridiques

- Les organisations intergouvernementales internationales, dont l'UNESCO et d'autres agences des Nations Unies, ainsi que des organismes régionaux, devraient appeler les gouvernements à s'abstenir de mesures juridiques excessives qui portent atteinte à la liberté d'expression et empêchent les journalistes de faire leur travail de manière indépendante.
- Ces organismes internationaux devraient améliorer les programmes de renforcement des capacités des opérateurs judiciaires afin de responsabiliser ces acteurs lorsqu'ils mettent en application les normes internationales en matière de liberté d'expression dans leurs décisions.

Financement du journalisme

- Les organisations intergouvernementales internationales devraient encourager les gouvernements à inclure le journalisme parmi leurs priorités financières lors de la pandémie de COVID-19, et assurer des critères de transparence, d'impartialité, et de surveillance indépendante en ce qui concerne la manière dont ces fonds devraient être gérés.



Sociétés de communications numériques

Réprimer la désinformation

- Afin d'éviter de nouvelles restrictions de la part du gouvernement, les sociétés d'Internet devraient prendre des mesures afin d'identifier, diminuer ou (le cas échéant) supprimer la désinformation, grâce à des processus transparents, en ligne avec les standards internationaux, dont la protection du droit à la liberté d'expression et à la vie privée.

Promotion du journalisme indépendant sur les réseaux sociaux

- Particulièrement en temps de crise, alors que les gens cherchent des informations fiables, les compagnies de réseaux sociaux devraient promouvoir l'accessibilité du journalisme indépendant.



Médias et journalistes

Application de politiques éditoriales

- Afin de garantir un sens substantiel à l'indépendance éditoriale, les journalistes devraient jouir d'une sécurité financière, appliquer de manière proactive des politiques éditoriales à leur travail et renforcer leurs pratiques et mécanismes d'autorégulation, tels que les conseils des médias ou les médiateurs.

Solidarité

- Pour renforcer la résilience face aux attaques des groupes d'intérêts dominants et des gouvernements, les journalistes et les institutions médiatiques devraient redoubler d'efforts en créant des clubs, associations ou d'autres formes de syndicats, afin de favoriser la solidarité dans le domaine du journalisme.
- Des projets journalistiques collaboratifs devraient être lancés ou renforcés.

Egalité des genres et diversité

- Pour garantir un journalisme inclusif, des politiques et pratiques pour les organisations médiatiques visant à promouvoir l'égalité des genres et la diversité dans les médias d'information devraient être adoptées et mises en application, en s'appuyant sur les [Indicateurs d'égalité des genres dans les médias de l'UNESCO](#).



Organisations de développement des médias et organisations de financement

Fonds d'urgence

- Pour aider les médias indépendants à survivre à l'impact de la pandémie de COVID-19, les organisations de développement des médias et les donateurs devraient aider à financer les coûts opérationnels essentiels de tels médias. Les entreprises Internet ont également un rôle à jouer.

Soutien au travail de plaidoyer et de politique

- Là où les autorités mettent en place des politiques et réglementations disproportionnellement restrictives, comme lors de la pandémie de COVID-19, les ONG locales devraient exprimer leur soutien en plaidant contre de telles mesures.



Instituts d'enseignement et formation au journalisme

Améliorer la formation afin d'éviter et pallier la « capture » des médias et de renforcer les connaissances et compétences

- L'enseignement supérieur et les autres institutions de formation au journalisme devraient renforcer le contenu de leur programme afin de préparer les journalistes actuels et futurs à faire face à la « capture » des médias, négocier avec les pouvoirs en place et affirmer l'intégrité journalistique.
- Cela signifie partager les connaissances et compétences nécessaires à la protection de l'indépendance éditoriale et offrir un journalisme éthique et professionnel répondant aux principales préoccupations du public.

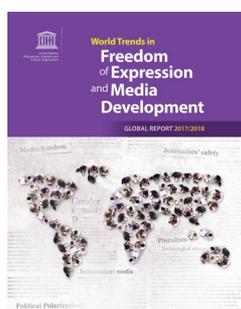
Cette brochure propose un aperçu d'une étude à venir sur l'indépendance des médias, issue de la série sur les Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias. Cette série est soutenue par le Programme multidonateurs sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes de l'UNESCO.



**Programme
multi donateurs pour
la liberté d'expression et
la sécurité des journalistes**

L'AUTEUR

Marius Dragomir est le Directeur du Centre Médias, données et société. Il a travaillé pour la Fondation pour une société ouverte (OSF) pendant plus de dix ans. Ses recherches sont spécialisées dans le domaine des médias et de la régulation, des médias numériques, des structures de gouvernance des médias de service public, de la gestion du spectre et de la régulation de la propriété. Il est l'auteur d'études spécialisés, d'articles sur le journalisme et les politiques médiatiques, publiées et traduites dans plus de 60 pays.



[Téléchargé les aperçus mondiaux et régionaux
du rapport sur les Tendances mondiales
en matière de liberté d'expression et de
développement des médias 2017/2018](#)

Publié en 2020 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France ©UNESCO. Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO. Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

